

<http://divergences.be/spip.php?article1485>



OCL-Poitou

# Poitiers : Il n'y a pas eu plus d'émeute à Poitiers le 10 octobre que de socialisme en France en mai 1981

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - N° 17 Novembre 2009 - Français - Résistances -  
Publication date: dimanche 15 novembre 2009

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Quelques poubelles qui brûlent, quelques vitrines brisées (celles de banques essentiellement, ainsi que de Bouygues Télécom – le maître d'œuvre de la nouvelle prison à Vivonne –, et d'un journal local), quelques fumigènes, le tout mettant aux prises quelques dizaines de personnes avec la police pendant une petite heure, cela ne fait pas encore une émeute !

Une émeute, c'est, rappelons-le, un soulèvement populaire mis en œuvre par une partie importante et significative de la population dans un espace politique donné.

En revanche, l'intrusion policière couverte par le procureur de la République, à huit heures du soir, dans un lieu privé, bien après et loin du lieu de la manifestation, pour procéder au contrôle d'identité des 100 personnes présentes pour un débat, un repas et un concert (toutes choses qui ne purent avoir lieu de ce fait), cela ressemble fort à un état de siège interdisant toute réunion la nuit venue ! Tous et toutes au sol, mains sur la tête en plein air pendant cinq heures, cela n'est pas encore si banal que l'on ne puisse en faire grand état.

La journée anticarcérale du 10 devait être l'occasion – en profitant du transfert, prévu le lendemain, des prisonniers de la vieille prison de Poitiers vers la neuve de Vivonne, à quelques kilomètres – de poser la question cruciale de la prison dans une société où le sécuritaire et l'enfermement sont les deux pivots du maintien de l'ordre capitaliste.

Un premier débat s'est tenu en début d'après-midi, parfaitement introduit par une militante de l'Association pour le respect des proches des personnes incarcérées (ARPI). Il fut l'occasion d'aborder de multiples questions dans une ambiance d'écoute et de réflexion assez rare sur ces sujets particulièrement sensibles. Quel sens donner à l'abolitionnisme ? Quelle population croupit dans les prisons ? Dans une société « libertaire », quel sens aura la déviance ; faudra-t-il ou non « punir », pourquoi, comment ? Bref, autant de questions guère débattues en public. Une réussite.

Ensuite, départ pour la manif « festive ». Mais s'il y a eu problème alors, ce n'est pas tant dans les événements décrits succinctement plus haut – qui, répétons-le, ne furent en rien une émeute, et dont la responsabilité revient essentiellement aux forces de l'ordre – que dans l'ambiance qui y régnait. Des groupes de militants, ceux que nous appelons « hors-sol », ont, de fait, pris le contrôle de la manifestation, qui regroupait environ 300 personnes, imprimant leurs décisions, leur rythme, leur manière d'agir et leurs fantasmes à l'ensemble des manifestants (sans se préoccuper des retombées sur l'environnement local). A disparu alors tout souci d'expliquer le pourquoi de cette manifestation – pas de tract clair, pas de slogans lancés, des banderoles vides de toute inscription (!). Or, quand de tels messages sont absents, il ne reste plus que celui des vitrines brisées comme but en soi et unique non-message ! Comme si l'objectif de la journée, qui était de sensibiliser un peu une frange de la population à l'absurdité de la prison, devenait secondaire par rapport à, par exemple, l'inscription du slogan le plus imbécile de l'année : « La plus belle jeunesse est celle qui est en prison », ou encore à s'affronter avec la police. Bref, une ambiance pas trop démocratique (il n'est pas de démocratie que bourgeoise !) et un avant-gardisme rappelant de sinistres heures du gauchisme militaro que l'on croyait renvoyé aux poubelles de l'Histoire. Une manifestation où la peur et l'angoisse devant des visages figés par des masques et des uniformes sombres nous plaçaient aux antipodes des yeux dans les yeux et de la communication colorée et festive prévue.

Ce n'est pas la première fois que cela se produit, et il est urgent que les pendules soient remises à l'heure, afin que le sens des mobilisations en cours ne passe pas au second plan en nous faisant entrer dans un cycle permanent de violence-répression où notre énergie s'usera au nom de la solidarité (« malgré tout », puisque ce sera un choix forcé). Autrement, les sempiternelles obligations antirépressives risquent de devenir pour nous le pendant des journées d'action rituelles de la CGT.

OCL-Poitou